



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

**Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC)
- 18 juin 2009**

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici ou d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement nos positions. Notre revue de presse n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication du CNC

<http://www.lecnc.com>

cnc@lecnc.com

Conseil National des Chômeurs (CNC), 18 juin 2009 - Liste des élus et des organismes ayant officiellement appuyé une réforme du programme d'assurance-emploi dans les paramètres proposés par la Coalition

La Coalition des Sans-Chemise a rendu public par une publicité dans le journal La Presse du 18 juin 2009 en page A-4 la liste des élus et des organismes ayant officiellement appuyé une réforme du programme d'assurance-emploi dans les paramètres proposés par la Coalition tels que présentés au printemps 2009 dans la déclaration Sortir de la crise... ensemble!

Liste : http://www.lecnc.com/Images/Chomage_pub_v2.pdf

Cyberpresse, 18 juin 2009 - Rendez-vous aux urnes en octobre

Michael Ignatieff a peut-être gagné ce qu'il voulait (éviter des élections et obtenir une occasion de défaire le gouvernement tôt cet automne), mais le moins que l'on puisse dire, c'est que cette «victoire» lui a tout de même coûté cher.

Heureusement que le chef libéral ne jouait pas au strip poker contre le premier ministre Stephen Harper parce qu'il ne lui resterait plus ce matin que les chaussettes... Disons qu'il a beaucoup exposé son jeu et ses faiblesses pour arracher ce qu'il recherchait.

En dévoilant ses «exigences» lundi, M. Ignatieff a visé tellement large, il a laissé tellement de portes de sortie à Stephen Harper que celui-ci s'est dégagé de ce faux piège sans faire de véritable compromis sur le fond des demandes, en particulier sur un élargissement de l'accessibilité au régime d'assurance emploi.

Campé au départ dans une position ferme (adopter la règle des 360 heures travaillées partout au Canada pour se qualifier à l'assurance emploi), le chef libéral a bifurqué vers une liste de demandes floues: que le gouvernement dévoile avant l'été sa réforme à l'assurance emploi, qu'il détaille les dépenses des projets d'infrastructures, qu'il précise son plan pour contrer la pénurie d'isotopes médicaux et son plan pour rétablir l'équilibre budgétaire.

Tout ce que M. Ignatieff a obtenu, de cette liste, c'est l'engagement de M. Harper de former un comité pour étudier la possibilité d'élargir l'assurance emploi aux travailleurs autonomes.

Exit les 360 heures. Exit les autres demandes. Si ce n'était que ça, Michael Ignatieff aurait perdu sur toute la ligne et il s'apprêterait à passer un très long été.

Ce qui lui permet de sauver la mise, toutefois, c'est d'avoir évité des élections estivales dont personne ne voulait sauf le Bloc et le NPD, tout en obtenant la garantie d'avoir une autre occasion de défaire le gouvernement en temps plus propice, à l'automne.

M. Ignatieff n'a rien obtenu pour les chômeurs, mais il a gagné un échéancier électoral prévisible pour l'automne. Selon toute vraisemblance, le gouvernement tombera en septembre, à l'occasion du dépôt d'un troisième rapport d'étape du plan de reprise économique, et nous retournerons aux urnes en octobre.

Joli coup, à condition, bien sûr, que les chômeurs oublient au cours de l'été que le chef libéral a abandonné leur cause pour mieux positionner son parti en vue de la prochaine ronde électorale.

Le chef du Bloc, Gilles Duceppe et son collègue du NPD, Jack Layton, eux, n'oublieront pas, c'est garanti. Leur stratégie électorale est déjà toute dessinée pour septembre: Ignatieff, Harper, c'est pareil!

Dans l'immédiat, cependant, les électeurs retiendront davantage que le chef libéral a préservé le pays contre une AUTRE campagne électorale, en plein été qui plus est, alors que le NPD et le Bloc étaient déterminés à faire tomber le gouvernement. On a beaucoup répété cette semaine que le déclenchement des élections était entre les mains de Michael Ignatieff, mais les deux autres partis de l'opposition portaient eux aussi cette responsabilité.

Les analystes analyseront, les commentateurs commenteront, c'est normal et souvent utile à la réflexion pour la suite des choses. Mais hier soir, dans les bulletins d'information, les électeurs ont vu le mot ENTENTE écrit juste au-dessus de la tête de MM. Ignatieff et Harper. Dans les circonstances, pour les libéraux, le mot ENTENTE est certainement préférable à ÉLECTIONS.

À partir du moment où Michael Ignatieff avait décidé, le week-end dernier, qu'il ne provoquerait pas d'élections, ce qu'il avait dit à ses collaborateurs, deux options s'offraient à lui: avaler la couleuvre et faire survivre le gouvernement ou essayer de forcer le jeu par la négociation. C'est la première fois, d'ailleurs, en cinq ans de gouvernement minoritaire, que le chef de l'opposition officielle négocie la survie du gouvernement avec le premier ministre.

Évidemment, le Bloc et le NPD sont furieux contre le chef libéral, mais ils ne seront pas mécontents, eux non plus, d'éviter des élections le 27 juillet. En plus, en laissant à Michael Ignatieff le soin de sauver le gouvernement Harper, MM. Duceppe et Layton ont fait provision de munitions pour la prochaine campagne électorale.

Chez les libéraux, on se disait heureux hier d'avoir planté le décor et même d'avoir écrit le scénario pour des élections à l'automne. Cela dit, on admettait aussi que Michael Ignatieff a mal joué ses cartes devant Stephen Harper en reculant sur ses demandes pour l'assurance emploi.

Pour les stratèges libéraux, la semaine aura été utile. C'était, en quelque sorte, un match hors concours qui aura permis de voir les faiblesses de leur chef.

Dans l'entourage de Michael Ignatieff, un autre point fait l'unanimité: la prochaine fois, il n'aura d'autre choix que de défaire le gouvernement, sinon il risque d'être frappé par le syndrome Stéphane Dion.

Rendez-vous en septembre, donc, pour le début de la campagne électorale.

Encore un mot sur la négociation Ignatieff-Harper, juste pour soulever un aspect cocasse.

Le premier ministre s'est engagé à former un comité pour étudier l'éventuel élargissement du régime d'assurance emploi aux travailleurs autonomes.

Michael Ignatieff s'est satisfait de ce compromis. Mais ce n'en est pas vraiment un, du moins pas de la part du premier ministre, puisque cette ouverture aux travailleurs autonomes fait partie des engagements électoraux des conservateurs. M. Harper a donc «plié» sur un de ses propres engagements!

Quant aux libéraux, ils ont aussi songé à inclure les travailleurs autonomes en 1998, sous le gouvernement Chrétien. Le ministre du Développement des ressources humaines de l'époque, Pierre Pettigrew, avait toutefois perdu cette bataille contre son collègue des Finances, Paul Martin.

Vincent Marissal

Cyberpresse, 18 juin 2009 - Une belle souris

Stephen Harper et Michael Ignatieff ont trouvé une solution élégante à l'impasse qui menaçait de plonger le pays en campagne électorale au beau milieu de l'été.

Les deux hommes se sont entendus pour créer un comité chargé d'étudier des modifications éventuelles au régime d'assurance emploi. De plus, le chef de l'opposition officielle s'est assuré de pouvoir soumettre le gouvernement à un vote de confiance dès la rentrée parlementaire de l'automne.

Des journalistes ont demandé à M. Ignatieff si la montagne n'avait pas accouché d'une souris. Il est vrai que nous sommes loin du changement majeur et immédiat à l'assurance emploi que réclamait le chef libéral. Une souris, ce groupe de travail? Admettons au moins qu'il s'agit d'une belle souris.

Cette entente permet d'éviter la tenue d'élections générales le 27 juillet. Des élections à cette date auraient gonflé le cynisme populaire à l'égard de la classe politique, ce qui aurait probablement fait chuter le taux de participation à un plancher record. Il fallait à tout prix éviter ce scénario.

En raison du mauvais souvenir laissé par le leadership de Stéphane Dion, des libéraux voulaient éviter que Michael Ignatieff appuie le gouvernement sans poser de conditions. Le problème c'est que, souhaitant éviter des élections estivales, le PLC a eu bien du mal à concevoir des conditions à la fois crédibles et réalistes. L'idée d'abaisser et d'uniformiser le nombre d'heures de travail requis pour avoir droit à l'assurance emploi est peut-être bonne, mais le gouvernement aurait été irresponsable s'il l'avait conçue précipitamment «sur le dos d'une enveloppe», comme l'a fait valoir le premier ministre.

Le groupe de travail bipartisan mis sur pied par les deux chefs permettra de creuser la question. Quels sont les avantages et désavantages d'uniformiser le seuil d'accès au programme sans tenir compte du taux de chômage dans les différentes régions? Si un seuil unique était jugé souhaitable, à quel niveau devrait-on le fixer?

Le groupe étudiera aussi le projet, déjà en partie envisagé par le gouvernement, d'étendre l'assurance emploi aux travailleurs autonomes. Bien des gens estiment une telle mesure souhaitable. Cependant, cela exigerait la résolution de difficultés techniques importantes. Par exemple, comment le gouvernement pourrait-il vérifier le nombre d'heures vraiment travaillées par une personne qui n'a pas d'employeur?

Si, par miracle, le comité parvient à un consensus, il ouvrira la voie à la plus importante réforme de l'assurance emploi depuis plus d'une décennie. Ce serait une avancée importante pour le filet social canadien.

Si, au contraire, l'esprit partisan l'emporte, la table sera mise pour des élections générales à l'automne, une saison beaucoup plus propice aux débats politiques.

André Pratte

Le Devoir, 18 juin 2009 - Ignatieff prépare ses troupes pour novembre

Les organisateurs ont été avisés d'être prêts pour un scrutin qui aurait lieu le 9 ou le 16 novembre.

L'entente survenue hier entre Michael Ignatieff et Stephen Harper a envoyé le signal que la machine électorale du Parti libéral attendait: les organisateurs ont reçu le mot d'ordre d'être prêts pour un scrutin qui aurait lieu le 9 ou le 16 novembre.

Selon les informations obtenues par Le Devoir hier auprès de plusieurs sources libérales, le compte à rebours est commencé. Le chef libéral n'a d'ailleurs pas fait de cachettes devant ses troupes, lors de la réunion à huis clos de son caucus hier matin. Il leur a donné le mot d'ordre d'être prêtes pour un déclenchement dans la semaine du 5 octobre.

«Tout le monde était content, affirme une source qui était présente à la réunion. Les députés veulent des élections, mais ils n'en voulaient pas cet été. Par contre, on voulait se garantir une chance de défaire le gouvernement au début de l'automne, et on l'a.»

Un conseiller proche de M. Ignatieff hochait la tête de satisfaction pendant le point de presse de son chef hier. «Ça nous donne une date fixe pour l'élection. Pour les troupes, il y a maintenant un horizon bien précis pour se préparer.»

L'entente conclue entre Michael Ignatieff et Stephen Harper hier prévoit le dépôt de deux rapports, l'un sur des modifications à l'assurance-emploi et l'autre sur l'économie et la mise en oeuvre du budget. Les deux seront rendus publics dans la semaine du 28 septembre. L'accord garantit également la tenue d'une journée d'opposition deux jours plus tard, soit entre le 30 septembre et le 6 octobre. Le Parti libéral pourrait utiliser cette occasion pour déposer une motion de censure et ainsi renverser le gouvernement.

Préparation électorale

Le lieutenant de Michael Ignatieff au Québec, Denis Coderre, reconnaît qu'au-delà du comité sur l'assurance-emploi, la journée d'opposition garantie est un gain tactique important. «On se garde une porte ouverte si les rapports ne sont pas concluants», a-t-il dit au Devoir.

Robert Fragasso, le président de l'aile québécoise du PLC, a toutefois tenu à préciser que l'élection restait encore conditionnelle à la collaboration du NPD et du Bloc québécois, puisque les trois partis d'opposition doivent s'allier pour défaire le gouvernement.

Denis Coderre affirme que son organisation aurait été prête à se lancer en campagne électorale dès juillet, mais il avoue du même souffle que les trois prochains mois vont lui faciliter la tâche. «On va se hâter plus lentement. Il y avait un plan pour cet été. Il y en aura maintenant un pour octobre. Nous serons prêts si des élections sont déclenchées.»

Michael Ignatieff a négocié sa journée d'opposition en toute connaissance de cause, soutient un collaborateur du chef libéral. «Il y avait un risque réel que M. Harper repousse à la fin novembre toutes les journées d'opposition et qu'on se retrouve encore une fois avec le dilemme d'une élection pendant le temps des Fêtes.»

Cette même personne estime que les libéraux n'auront pas le choix de voter pour une élection en octobre. «Sinon, ça nous amène au budget. Ce serait pire! Un budget, c'est l'outil le plus précieux dont dispose un gouvernement. Il dépense pour 230 milliards! C'est difficile de faire campagne contre ça.»

Le Bloc et le NPD se mettent aussi sur le pied de guerre en prévision d'octobre. Du côté conservateur, on n'est pas dupe des intentions libérales. «Mon travail est de faire en sorte que le parti soit prêt, et il le sera», a dit au Devoir Doug Finley, l'organisateur en chef du Parti conservateur.

Une entente Harper-Ignatieff

En matinée hier, après plusieurs heures de pourparlers, Michael Ignatieff et Stephen Harper ont annoncé s'être entendus pour éviter une élection cet été. L'accord signé prévoit qu'un comité de six personnes (trois libéraux et trois conservateurs) étudiera les changements à apporter au système d'assurance-emploi.

Il ne s'agit toutefois pas d'experts en la matière, puisque du côté libéral, les députés Marlene Jennings et Michael Savage sont du lot, ainsi que le conseiller aux politiques d'Ignatieff, Kevin Chan. Du côté conservateur, les noms n'étaient pas encore connus, mais on sait déjà que la ministre des Ressources humaines, Diane Finley, en fera partie. Le comité aura donc un important aspect partisan.

Le comité étudiera comment les travailleurs autonomes pourraient profiter du régime d'assurance-emploi et si une norme uniforme d'admissibilité entre les régions du pays pouvait être mise en place. Actuellement, il y a 58 seuils d'admissibilité différents au pays. Stephen Harper a emboîté le pas à M. Ignatieff en reconnaissant lui aussi que c'était «illogique». Le premier ministre a répété qu'il n'était pas question pour autant que son gouvernement appuie une norme universelle de 360 heures travaillées pour toucher des prestations.

Un projet de loi pourrait éventuellement découler des recommandations de ce comité, mais à court et moyen termes, la situation des sans-emploi ne changera pas.

Pour ce qui est des trois autres conditions imposées par le chef libéral - dépenses d'infrastructure, plan pour sortir du déficit et gestion de la pénurie d'isotopes -, aucun rapport ne sera produit avant l'automne.

Michael Ignatieff a soutenu hier avoir fait des gains dans ce bras de fer. «On a réussi à briser l'impasse sur l'assurance-emploi. C'est un progrès.» Les libéraux font valoir que Stephen Harper a

accepté de négocier, ce qui est contraire à son style. «Je voulais de la coopération et non pas de la confrontation», a dit le chef libéral.

La journée d'opposition garantie fait visiblement plaisir au chef libéral, même s'il ne va pas aussi loin que ses stratèges dans le calcul électoral. «On pourra voter sur la confiance envers le gouvernement, tout dépendra de ce que contiennent les rapports», a-t-il dit, ajoutant: «À mon avis, le gouvernement reste sous le contrôle de l'opposition».

De son côté, Stephen Harper a affirmé être content du dénouement, lui qui a très peu cédé de terrain dans les négociations. «C'est toujours préférable que des partis travaillent ensemble dans ces temps difficiles et c'est ce que la population veut», a-t-il dit.

M. Harper refuse de lire le résultat d'hier comme une simple façon de reporter le scrutin à l'automne. «Ce serait fou», a-t-il dit, soulignant que l'élection générale a eu lieu il y a moins d'un an.

Sans surprise, le Bloc québécois et le NPD ont tiré à boulets rouges sur Michael Ignatieff, jugeant que celui-ci n'avait rien obtenu malgré les menaces. «Quand Ignatieff se regarde dans le miroir, il voit Stéphane Dion», a lancé Gilles Duceppe. «On assiste à une coalition Harper-Ignatieff. Ce comité ne servira à rien, il est bidon.»

Son de cloche similaire au NPD. «La priorité de Michael Ignatieff, c'est Michael Ignatieff, a dit Thomas Mulcair. Il n'a rien obtenu. On ne commence pas à bluffer au poker quand on a une paire de deux.»

Alec Castonguay, Hélène Buzzetti

Le Quotidien, 18 juin 2009 - " C'est possible qu'il s'agisse d'un sursis de quelques mois " **- Jean-Pierre Blackburn**

Que l'on soit au pouvoir ou encore dans l'opposition, un élément ressort de l'entente entre les libéraux et les conservateurs permettant qu'il n'y ait pas d'élection au cours de l'été prochain. Le gouvernement de Stephen Harper ne fait qu'obtenir un sursis de quelques mois.

Le ministre du Revenu national et le député de Jonquière-Alma, Jean-Pierre Blackburn, estime que la population canadienne est la grande gagnante de cette décision des libéraux de ne pas forcer une élection en plein coeur de l'été. Mais il convient aussi qu'il pourrait ne s'agir que d'un sursis de quelques mois.

Et dans le comté voisin, celui de Chicoutimi-Le Fjord, le bloquiste Robert Bouchard croit aussi que le déclenchement d'une élection pourrait revenir sur le tapis à la fin de la période estivale.

" C'est toute la population canadienne qui sort gagnante de cette décision. Au-delà du fait que les gens vont être tranquilles pour l'été, il faut aussi comprendre que le déclenchement d'une élection aurait obligé le gouvernement à faire du surplace pour une période d'environ trois mois. C'est possible qu'il s'agisse d'un sursis de quelques mois, mais dans le contexte économique actuel, nous ne voulions pas provoquer l'opposition. Il était préférable de trouver des avenues pour aider le pays à passer au travers de la crise actuelle ", a soutenu le député-ministre Jean-Pierre Blackburn. Ce dernier croit aussi que les réformes que le gouvernement Harper entend proposer au programme d'assurance-emploi pourraient avoir des impacts positifs pour ceux qui traversent une période difficile.

" Au lieu de faire du surplace et même de reculer avec la tenue d'une élection, le comité pourra travailler pour donner des avantages aux travailleurs. Les changements dans la réforme de l'assurance-emploi vont être historiques ", indique M. Blackburn.

Son collègue conservateur et ministre de Développement économique Canada (DEC), Denis Lebel, se réjouit tout autant du fait que le gouvernement Harper pourra finalement continuer à gérer le pays de la meilleure façon possible et l'aider à passer au travers la crise économique.

Stéphane Bégin

Cyberpresse, 18 juin 2009 - Harper 3, Ignatieff 0

Lundi, le chef libéral Michael Ignatieff a tenté de provoquer son vis-à-vis Stephen Harper en le menaçant de ne pas voter en faveur des crédits budgétaires, ce vendredi. Cela aurait provoqué des élections en plein coeur de l'été, puisque les deux autres partis d'opposition à la Chambre des communes, le Nouveau parti démocratique et le Bloc québécois ont depuis longtemps décidé de voter contre les conservateurs.

Personne ne voulait d'élection estivale, sauf peut-être quelques cracks de politique qui n'en ont jamais assez. Dans ce contexte particulier, il fallait que le chef libéral Ignatieff et le chef conservateur Harper trouvent une manière de sauver la face... et leurs idées en même temps. Ce qui n'était pas un mince défi. Faire accepter un marché gagnant-gagnant à ces deux adversaires politiques qui se crient des noms depuis des mois relevait de la haute voltige. En réalité, c'était une commande impossible. Et comme le premier ministre Harper avait le gros bout du bâton, c'est lui qui a gagné. Il n'a finalement rien vraiment concédé. Le comité bipartite qui examinera les modifications à apporter au régime de l'assurance-emploi ne se mettra au travail qu'en septembre et les Canadiens seront alors trois mois plus près de la prochaine élection fédérale, et trois mois plus près d'une sortie de récession économique. Les priorités politiques et sociales de septembre risquent d'être donc bien différentes de celles de juin. Et ce gouvernement conservateur auquel certains ne donnaient que quelques semaines à vivre, il n'y a pas si longtemps, vient d'obtenir un sursis de plusieurs mois. Les Canadiens pourraient donc se rendre jusqu'au printemps 2010 avant de vivre une autre élection fédérale.

Cela ne fera peut-être alors que 18 mois depuis le dernier scrutin de septembre 2008, mais il faut se rappeler qu'ils ont failli hériter d'un gouvernement de coalition en janvier dernier, et que dès que Michael Ignatieff a été confirmé comme successeur de Stéphane Dion, des rumeurs prévoyaient une élection à l'automne 2009. Tout cela rappelle la vérité politique que les gouvernements de coalition sont par définition des administrations de courte durée qui tombent à la moindre jambette.

M. Ignatieff a bluffé au maximum, lundi, en menaçant de défaire le gouvernement de M. Harper s'il ne satisfaisait pas favorablement quatre conditions libérales: bilan des dépenses d'infrastructures, dépenses à venir pour les 120 prochains jours, réforme de l'assurance-emploi et isotopes médicaux.

Stephen Harper a longtemps été qualifié de stratège de haut niveau. Il a vu à travers le jeu de Michael Ignatieff, mais en réalité, c'était facile. Ce dernier avait dit et redit que les Canadiens ne voulaient pas aller en élection et qu'il ferait tout en son pouvoir pour faire fonctionner la Chambre des communes. Admettons que c'est plus facile de déjouer l'adversaire quand on sait son intention finale. M. Harper n'avait qu'à montrer un peu de bon vouloir et c'était lui qui marquait, pas les libéraux.

Il a commencé par contourner un premier obstacle, celui des isotopes médicaux. Comme ça ne faisait pas partie des crédits budgétaires, la question a été virée au-dessus de la bande.

Puis, les dépenses d'infrastructure. Depuis des semaines, les conservateurs multiplient les annonces d'investissements à travers le pays, il n'était pas trop difficile de convaincre l'adversaire libéral que l'argent sortirait des coffres sous peu, dès que la machine bureaucratique prendrait son rythme, dès que les obstacles s'évaporerait, dès que tous les partenaires les gouvernements provinciaux et municipaux, notamment s'aligneraient dans le même sens.

Restait l'assurance-emploi. Stephen Harper a eu recours à un des plus vieux trucs dans le répertoire d'un économiste, celui du comité d'étude. Michael Ignatieff voulait tellement éviter une élection qu'il est volontiers rallié à la proposition conservatrice. C'est ainsi que le bluff de lundi a commencé à se dégonfler dès mardi, et s'est évaporé totalement mercredi.

Dans tout cela, le chef des Bleus en profite sur tous les tableaux. Ça ne coûte rien à son gouvernement déjà empêtré dans l'encre rouge. Ça calme les libéraux qui peuvent se vanter d'avoir fait progresser le dossier de l'assurance-emploi au bénéfice des Canadiens éprouvés par la crise économique. Et ça lui donne un argument pour contrer ses adversaires qui le "démonisent" en homme de droite entêté et intraitable.

Donc score final: Stephen Harper 3, Michael Ignatieff 0.

Pierre Jury

L'Acadie Nouvelle, 18 juin 2009 - Harper et Ignatieff s'entendent finalement

Tout ce que Michael Ignatieff voulait depuis lundi était un prétexte pour justifier le maintien de son appui envers le gouvernement conservateur minoritaire. Son souhait a été exaucé.

Ce modeste dessein était la seule raison expliquant pourquoi Ignatieff avait présenté une position initiale aussi nébuleuse. Il avait comme principal (et unique) mérite de donner au chef du Parti libéral la liberté de s'accrocher à n'importe quel petit rien que le premier ministre décidait de lui accorder.

Seule la modestie des ambitions immédiates d'Ignatieff explique pourquoi il n'a pas couru le risque d'essuyer un refus à ses demandes. En effet, lundi, il n'a posé aucune question en Chambre. Le chef libéral avait descendu de son perchoir préélectoral avant même sa rencontre avec Harper, puis a passé la journée de mardi entre quatre murs avec ses adjoints et le premier ministre.

Si le résultat recherché était de rallier les Canadiens à une cause qui mérite le déclenchement d'élections estivales, alors l'exercice équivaut à un fiasco en matière de communication, qui n'est surpassé que par le désastreux discours télévisé à la nation de Stéphane Dion diffusé en décembre 2008.

En ce qui concerne les élections, depuis lundi, le chef libéral n'avait cessé d'envoyer des messages confus et parfois contradictoires à son caucus, à ses opposants et aux Canadiens.

Tôt lundi matin, Ignatieff avait informé ses députés qu'ils pouvaient rengainer leurs épées électorales. Toutefois, une heure plus tard, devant les caméras de télévision, il annonçait qu'il était prêt à renverser le gouvernement à propos du budget supplémentaire des dépenses à moins d'obtenir satisfaction sur quatre dossiers.

Lors d'entrevues accordées plus tard le même jour, le chef libéral, Michael Ignatieff, avait nié avec vigueur qu'il avait posé un ultimatum à Stephen Harper. Voici en passant la définition d'ultimatum tirée du dictionnaire: "une mise en demeure définitive adressée par un pays à un autre et dont la non-acceptation entraîne la guerre".

Quand on examine la situation de près, il était de plus en plus évident qu'Ignatieff n'avait aucun plan B qui se tienne s'il y avait eu une rupture des communications avec Harper ou, à tout le moins, qu'une campagne électorale immédiate n'était vraiment pas son but ultime.

Sur ce point, il ressemblait à quelqu'un qui avait lancé un jeu de chaises musicales en oubliant de se choisir un siège.

Aucune des quatre questions posées au gouvernement lundi ne constituait une ligne de défense digne d'une campagne électorale.

Des élections estivales auraient été loin d'apporter des réponses définitives sur la façon dont autre nouveau gouvernement réussirait à maîtriser un déficit croissant. Compte tenu de la durée limitée d'un gouvernement minoritaire, le point de vue d'Ignatieff sur le sujet est à tout le moins aussi pertinent que celui de Harper.

On n'aurait tout simplement pas pu imaginer régler la crise des isotopes en tenant des élections. Qui plus est, déterminer le montant de dépenses souhaitable pour stimuler l'économie à ce moment-ci de la récession est une notion très subjective.

Pour ce qui est d'offrir un seuil national d'accessibilité à l'assurance-emploi, le cheval de bataille qu'Ignatieff avait choisi le mois dernier à Vancouver, Harper refuse que le seuil d'admissibilité soit ramené à 360 heures. Ignatieff en avait fait la demande, lundi, lors de son point de presse. Le premier ministre Harper et lui se sont plutôt entendus pour créer un groupe de travail chargé d'étudier des modifications législatives au programme d'assurance-emploi.

Compte tenu de tout cela et du fait que les Canadiens s'opposaient fortement à des élections estivales, une entente entre Ignatieff et Harper était la meilleure chose qui pouvait arriver à Ignatieff. En l'occurrence, c'est aussi la meilleure chose qui pouvait arriver à Harper.

Une campagne électorale estivale aurait été très risquée pour les deux chefs. L'un comme l'autre y trouveront profit en l'évitant. C'est très rare que ce qui est gagnant pour le chef de l'opposition officielle le soit aussi pour le premier ministre.

Chantal Hébert

Parti Libéral du Canada, 17 juin 2009 - Les députés libéraux Michael Savage et Marlene Jennings feront partie du groupe de travail sur l'assurance-emploi

Le chef libéral Michael Ignatieff a annoncé aujourd'hui que les députés Michael Savage et Marlene Jennings représenteront le caucus libéral au sein du groupe de travail sur l'assurance-emploi, dont la création a été annoncée aujourd'hui également.

« Je suis reconnaissant à mes honorables collègues d'avoir accepté d'entreprendre ce travail très important pendant les trois prochains mois, a dit M. Ignatieff. M. Savage et Mme Jennings sont tous deux de fervents défenseurs de l'équité régionale de notre régime d'assurance-emploi. Ils seront de bons représentants de notre caucus. »

M. Savage, qui est porte-parole libéral responsable des ressources humaines et du développement des compétences et représente la circonscription de Dartmouth-Cole Harbour, est depuis longtemps l'un des députés les plus actifs sur le front de la réforme de l'assurance-emploi et le besoin d'information du public à ce sujet.

« Trop de Canadiens qui ont cotisé à l'assurance-emploi ne peuvent pas compter sur les prestations en attendant de retrouver un emploi, a-t-il dit. Les revenus des travailleurs devraient être assurés, quelle que soit leur adresse. J'ai hâte de me mettre au travail pour trouver enfin des solutions, y compris envisager des moyens d'étendre les prestations aux travailleurs autonomes canadiens. »

Mme Jennings, qui représente la circonscription de Notre-Dame-de-Grâce-Lachine, a dit elle aussi qu'elle avait hâte de contribuer à trouver dès que possible les solutions qui aideront les Canadiens qui ont perdu leur emploi.

« Le régime d'assurance-emploi actuel est injuste et inéquitable, il faut le réformer, a dit Mme Jennings. La création de ce groupe de travail a permis au Parlement de sortir de l'impasse dans ce dossier. Seul le consensus peut permettre une réforme rapide et efficace. C'est pour cela que j'ai hâte de collaborer de bonne foi avec mes collègues et de proposer des changements à l'assurance-emploi. »

M. Ignatieff et le Premier ministre Harper se sont entendus aujourd'hui pour créer un groupe de travail composé de trois membres de chaque parti. Kevin Chan, directeur des politiques de M. Ignatieff, sera le troisième représentant libéral, aux côtés de M. Savage et de Mme Jennings.

Le groupe travaillera tout l'été pour proposer une réforme de l'assurance-emploi qui permettra aux travailleurs autonomes de bénéficier de prestations en contribuant volontairement au régime et qui améliorera les critères d'admissibilité pour assurer l'équité régionale du système. Un rapport sera présenté aux Canadiens la semaine du 28 septembre 2009.

FCEI, 17 juin 2009 - Le mandat du comité de travail sur l'assurance-emploi préoccupe les PME

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est inquiète face à l'entente conclue aujourd'hui entre le premier ministre Stephen Harper et Michael Ignatieff, le chef de l'opposition, en vue de former un groupe de travail chargé d'examiner la participation des travailleurs autonomes au régime d'assurance-emploi (a.-e.) ainsi que les conditions d'admissibilité à l'a.-e.

"Si nous nous réjouissons de voir que le projet visant à réduire à 360 heures l'admissibilité à l'a.-e. partout au pays n'a pas été adopté cette semaine, les petites et moyennes entreprises canadiennes (PME) créatrices d'emplois sont alarmées d'apprendre que les conditions d'admissibilité à l'a.-e. sont en ce moment à l'étude", déclare monsieur Simon Prévost, vice-président, Québec de la FCEI. Nos dirigeants politiques devraient s'assurer que les efforts entrepris pour aider les sans-emploi ne débouchent pas sur des mesures qui les encouragent à rester au chômage, renforçant ainsi la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée qui sévissait dans la plupart des entreprises il y a quelques mois à peine."

"La FCEI estime que le mandat de ce comité de travail est trop restreint pour vraiment aider ceux qui ont perdu leur emploi. Nous remettons également en question l'à-propos de cette annonce dès lors que les recherches de la FCEI et d'autres données montrent que l'économie commence à se ressaisir, fait remarquer monsieur Prévost. La FCEI estime qu'il existe des moyens plus efficaces de faire croître l'économie que les mesures annoncées aujourd'hui."

D'autre part, la FCEI s'inquiète de la façon dont l'extension du système d'a.-e. aux travailleurs autonomes pourrait fonctionner d'un point de vue pratique. "Les Canadiens qui travaillent à leur compte peuvent-ils se licencier eux-mêmes ?", a demandé monsieur Prévost. "Nous espérons que ce comité de travail inclut des représentants des travailleurs autonomes et d'autres PME car nous nous interrogeons sérieusement sur l'efficacité d'un tel plan."

"Si nos chefs politiques cherchent à réformer l'a.-e. d'une façon qui puisse véritablement aider les sans-emploi et les travailleurs risquant de perdre leur emploi, la FCEI suggère que le comité de travail sur l'a.-e. étudie la possibilité de mettre en place un crédit d'impôt pour le recrutement et la formation au titre de l'assurance-emploi qui permettraient aux PME de créer davantage d'emplois et de compenser leurs coûts liés à la formation afin de préparer l'économie en vue de l'avenir", déclare monsieur Prévost. Un rapport publié récemment par la FCEI sur la formation en milieu de travail révèle que la formation d'un nouvel employé non-qualifié coûte aux PME 5 400 \$ en moyenne à l'échelle du Canada.

Lorsqu'on a connu dans le passé des périodes de chômage plus important, un précédent gouvernement a mis en place un programme pour l'embauche de nouveaux travailleurs prévoyant un congé d'a.-e. à l'attention des employeurs qui créaient des emplois ou augmentaient leur personnel. La FCEI propose que ce comité de travail examine la possibilité de miser sur cette expérience positive en mettant en oeuvre un crédit lié au recrutement et à la formation.

Renseignements: Source: Marie Vaillant, Directrice des communications, (bureau) (514) 861-3234, (cellulaire) (514) 919-9535

CSN, 17 juin 2009 - Conseil confédéral de la CSN: Le fédéral doit s'occuper des chômeurs

Dans un discours devant plus de 250 délégué-es réunis à l'occasion d'une réunion du conseil confédéral de la CSN, la présidente, Claudette Carbonneau, a rappelé qu'il y a quelques semaines, le chef libéral Michael Ignatieff exigeait sur un ton sans équivoque que le gouvernement améliore les règles d'admissibilité à l'assurance-emploi.

"On le voit plutôt aujourd'hui tergiverser sur la conciliation préférable à l'affrontement. Les milliers de personnes qui ont perdu leur emploi à cause de la crise ou qui sont visées par la pénurie d'isotopes nécessaires à leurs examens médicaux ne souhaitent pas vivre ces situations, pas plus en juillet qu'à l'automne. Le gouvernement fédéral et le chef de l'opposition se doivent de

répondre à leurs besoins", a averti la dirigeante syndicale. S'appuyant sur un large consensus en faveur d'une amélioration du régime d'assurance-emploi partout au Québec et au Canada, la présidente de la CSN a exigé des gestes concrets.

Crise économique et protectionnisme

Mme Carbonneau s'est dite préoccupée par la distance qui existe entre le discours des démocrates américains sur le libre commerce avec le Canada et le recours au protectionnisme de certaines entreprises et municipalités à l'endroit des importations canadiennes et québécoises. "Dans un contexte de crise économique, nous réitérons que ce n'est pas en niant nos engagements internationaux à l'endroit du libre échange que nous allons améliorer la situation de l'emploi au pays", a souligné la leader syndicale, qui invite le gouvernement canadien à entreprendre rapidement des discussions avec le gouvernement américain sur la question.

Nouveau régime forestier

La leader a qualifié de "pas dans la bonne direction" le projet de loi no 57 sur l'occupation du territoire forestier. "Il faut cependant que cette réforme assure la pérennité des accréditations et, de là, du droit à la négociation dans un secteur où foisonnent les acteurs et les délégations de responsabilités. C'est cette étape que la dernière réforme de 1986 avait escamotée, si bien que le droit à la syndicalisation dans bien des cas n'était que virtuel. Malgré les signaux positifs des ministères concernés sur la nécessité de corriger la situation, nous allons veiller, dans les consultations à venir, à ce que la loi contienne les ajustements appropriés."

Débat sur la laïcité

Claudette Carbonneau est revenue sur la place de la religion dans l'espace public, débat qui a ressurgi à la suite de la prise de position de la Fédération des femmes du Québec. Les vives réactions qui ont suivi démontrent bien que le débat sur cette question est loin d'être terminé dans la société québécoise. Le gouvernement Charest n'a donné aucune suite aux recommandations du rapport Bouchard-Taylor qui portaient sur la laïcité. "Une charte de la laïcité est nécessaire au Québec afin d'affirmer, dans un texte fondateur, le caractère laïc de l'Etat québécois. Nous croyons que le débat entourant l'élaboration de cette charte devrait permettre de statuer sur ce qui constitue des manifestations de convictions religieuses qui devraient être interdites pour le respect de la neutralité de l'Etat. Ce débat dépasse largement le port du voile", de poursuivre Claudette Carbonneau.

La liberté d'association

La CSN déplore l'acharnement du gouvernement du Québec à nier une fois de plus la liberté syndicale de certaines ressources d'un service de garde en milieu familial en leur imposant des règles de reconnaissance syndicale qui dérogent du Code du travail. "Il s'agit d'un geste revanchard. Jamais nous n'accepterons que le gouvernement tente de régler une lutte de reconnaissance syndicale en s'ingérant d'une manière arbitraire dans le processus de syndicalisation. Nous soutiendrons ces femmes. Le travail de longue haleine, ça nous connaît", de déclarer la présidente de la CSN.

Le droit à l'information

La présidente de la CSN s'est, par ailleurs, portée à la défense du Conseil de presse du Québec qui vit actuellement une crise majeure. Après avoir exigé et obtenu, sous la menace de se retirer du Conseil, qu'un important rapport de la tournée de consultation dans les régions soit tabletté, des entreprises de presse ont tenté d'obtenir la renonciation à toute poursuite éventuelle des médias par les plaignants lorsqu'ils s'adressent au Conseil de presse du Québec. "Dans le contexte de la stratégie de la convergence et des tentatives de créer des monopoles, il est temps que le gouvernement du Québec s'assure de la préservation du droit du public à l'information. Si le Conseil de presse du Québec n'obtient pas les pouvoirs et le financement nécessaires pour protéger ce droit, il faudra bien en venir à la seule solution qui reste : une loi qui le garantira", de revendiquer Claudette Carbonneau, qui a rencontré, hier, à ce sujet, la ministre Christine Saint-Pierre en compagnie de la présidente de la Fédération nationale des communications, Chantale Larouche.

Conflit en cours

La présidente de la CSN a déploré que sur sept conflits qui touchent actuellement 645 membres de syndicats affiliés à la CSN, six sont des lock-out qui durent depuis déjà un certain temps. D'ailleurs, les délégué-es du conseil confédéral manifesteront, leur appui aux travailleurs en lock-out du Journal de Montréal et du journal Le Réveil, demain sur l'heure du midi, devant le siège social de Quebecor. "Quebecor doit travailler à régler ce conflit plutôt que de chercher à étendre ses tentacules sur le club Canadiens à la recherche de toujours plus de convergence", de conclure Claudette Carbonneau.

Renseignements: Michelle Filteau, directrice du Service des communications de la CSN, cellulaire: (514) 894-1326; Source: CSN

La Presse, 17 juin 2009 - Ignatieff et Harper s'entendent: pas d'élections

Le premier ministre Stephen Harper et le chef du Parti libéral Michael Ignatieff sont tombés d'accord pour créer un comité six personnes qui aura comme mandat d'étudier les changements pouvant être apportés au programme d'assurance-emploi au cours de l'été.

Michael Ignatieff a obtenu le pouvoir de nommer trois des membres de ce comité d'expert. Cet accord entre les deux hommes, qui est intervenu après des pourparlers secrets hier et ce matin, devrait être suffisant pour permettre aux libéraux d'appuyer le gouvernement Harper vendredi à l'occasion du vote de confiance portant sur les crédits budgétaires.

Le comité, qui sera vraisemblablement composé de députés libéraux et de représentant du gouvernement conservateur, devra étudier les modalités pour permettre aux travailleurs autonomes de cotiser au régime d'assurance-emploi pour être admissible à des prestations s'ils perdent leur emploi.

Le comité examinera aussi les mesures à prendre pour améliorer l'accès au programme d'assurance-

emploi. Le chef libéral exige depuis plusieurs semaines que les critères d'admissibilité soient uniformisés à travers le pays. Ces critères varient d'une région économique à l'autre.

Le gouvernement minoritaire conservateur a besoin de l'appui des libéraux pour survivre à ce vote puisque le Bloc québécois et le NPD ont déclaré qu'ils voteront contre. Une défaite du gouvernement vendredi provoquerait des élections générales le 27 juillet.

Toutefois, le chef libéral Michael Ignatieff a obtenu une concession du premier ministre Stephen Harper, rapportait ce matin le réseau CTV News Channel. M. Harper s'est engagé à accorder une journée de l'opposition en octobre au Parti libéral qui pourrait mettre la survie du gouvernement en jeu puisque les libéraux pourraient alors déposer une motion de censure s'ils ne sont pas satisfaits du travail du comité d'experts ou s'ils jugent que les mesures de relance économique sont insuffisantes.

Le gouvernement Harper pourrait donc être défait en octobre, un an après sa réélection, ce qui pourrait entraîner des élections fédérales à l'automne. Très peu d'informations ont filtré jusqu'ici des négociations entre M. Harper et M. Ignatieff.

M. Harper et M. Ignatieff doivent expliquer les grandes lignes de cet accordé à leur caucus respectif ce matin.

Joël-Denis Bellavance

La Presse, 17 juin 2009 - Une troisième rencontre Harper-Ignatieff ce matin

Le premier ministre Stephen Harper et le chef du Parti libéral Michael Ignatieff ont eu deux rencontres d'une heure hier afin d'aplanir leurs différends et d'éviter des élections estivales.

Les pourparlers entre les deux hommes à quelques jours d'un vote crucial mettant en jeu la survie du gouvernement minoritaire conservateur se sont déroulés dans le plus grand secret.

MM. Harper et Ignatieff ont convenu de continuer le dialogue ce matin.

Une première rencontre a eu lieu au bureau du premier ministre situé dans l'immeuble Langevin, en face du parlement, durant la période de questions, en milieu d'après-midi.

La seconde s'est déroulée en soirée à la résidence officielle du premier ministre, située au 24, promenade Sussex, à Ottawa.

Les proches collaborateurs du premier ministre et du chef libéral se sont bornés à dire que les deux tête-à-tête avaient été «productifs».

«Le premier ministre et le chef de l'opposition Michael Ignatieff ont eu une deuxième rencontre ce

soir (hier soir). Ils convenus de se parler à nouveau demain matin (ce matin)», s'est contenté de dire Dimitri Soudas, porte-parole de M. Harper, vers 20h hier.

Stephen Harper avait offert de rencontrer le chef libéral lundi, après que Michael Ignatieff eut évoqué la possibilité de voter contre le gouvernement conservateur à la Chambre des communes lors du vote sur les crédits budgétaires de vendredi si le premier ministre ne se pliait pas à quatre conditions.

Le chef libéral avait pressé M. Harper de dévoiler avant les vacances estivales la réforme qu'il envisage d'apporter au programme d'assurance emploi, de détailler les dépenses réalisées dans les projets d'infrastructures, de préciser son plan pour pallier la pénurie d'isotopes médicaux et d'indiquer comment le gouvernement compte rétablir l'équilibre budgétaire.

Le sort du gouvernement Harper repose entre les mains des 77 députés libéraux aux Communes, puisque le Bloc québécois et le NPD ont affirmé avoir la ferme intention de voter contre les crédits budgétaires. Il s'agit d'un vote de confiance. Une défaite du gouvernement provoquerait un scrutin fédéral le 27 juillet.

Le principal point en litige concerne les améliorations à apporter à l'assurance emploi.

Michael Ignatieff demande depuis plusieurs mois d'uniformiser les critères d'admissibilité au programme avant l'ajournement des travaux parlementaires de vendredi. Le chef libéral souhaite que toute personne ayant accumulé 360 heures de travail puisse obtenir des prestations. À l'heure actuelle, les heures requises varient d'une région à l'autre, selon la vigueur de l'économie.

Les conservateurs ont toujours opposé une fin de non-recevoir à cette proposition, la jugeant trop coûteuse et susceptible d'engendrer des abus. M. Harper a indiqué lundi que la seule réforme qu'il a en tête pour le moment est de permettre aux travailleurs autonomes de cotiser au régime d'assurance emploi pour être admissibles à des prestations en cas de perte d'emploi. Il a précisé que ces changements seraient adoptés au plus tôt à l'automne.

Au sujet du déficit, le ministre des Finances, Jim Flaherty, a indiqué devant la commission parlementaire, hier matin, qu'il prévoyait toujours un retour à l'équilibre budgétaire en 2013.

Au moment de mettre sous presse, hier soir, des sources ont indiqué que les pourparlers allaient suffisamment bon train pour espérer éviter une collision frontale entre les deux partis. MM. Harper et Ignatieff devraient présenter le fruit de leurs négociations à leur caucus respectif ce matin.

Projets en péril?

Par ailleurs, durant une période de questions particulièrement survoltée, hier, le président du Conseil du Trésor, Vic Toews, loin de calmer le jeu, a affirmé que les libéraux de Michael Ignatieff mettraient la reprise économique en péril s'ils renversaient le gouvernement minoritaire conservateur.

M. Toews a soutenu que la chute des conservateurs aurait pour effet de paralyser la machine gouvernementale et de retarder le financement de nombreux projets d'infrastructures en pleine saison de la construction. Il a notamment fait valoir que les négociations entre Ottawa et les villes ou les provinces tomberaient au point mort.

«Des milliers de jobs seront en danger si l'opposition libérale vote contre le gouvernement», a affirmé M. Toews.

Le député libéral Denis Coderre l'a accusé de mentir. «Lorsqu'on a voté pour les budgets, on est en mesure de négocier. L'argent, on l'a accepté. Alors, tout ce qu'il dit, c'est faux! Qu'on le dise en anglais ou en français, ce qu'il a dit est faux!» a-t-il tonné, les yeux rivés sur la caméra de la Chambre des communes.

Plus tôt dans la journée, le Parti libéral avait aussi accusé le premier ministre Stephen Harper d'induire les Canadiens en erreur en prétendant qu'un vote contre les crédits budgétaires empêcherait l'approbation parlementaire de milliards de dollars nécessaires au plan de relance économique du gouvernement.

«La Presse Canadienne a confirmé auprès de responsables du Conseil du Trésor, le 15 juin 2009, que le Parlement avait bel et bien déjà approuvé la dépense de 21,1 milliards de dollars sur les 22,7 milliards prévus pour relancer l'économie. Rien n'empêche ces fonds d'être dépensés pendant une campagne électorale», dit le communiqué de presse.

Joël-Denis Bellavance et Hugo De Grandpré

Le Devoir, 17 juin 2009 - Le huis clos s'étire à Ottawa

Les deux chefs se sont d'abord rencontrés pendant la période de questions, vers 14h15, dans les bureaux du premier ministre situés dans l'édifice Langevin, en face du parlement. Après une heure de discussions, les deux chefs se sont retirés pour parler avec leurs conseillers.

Une deuxième réunion s'est tenue en fin de journée, vers 19h, au 24 Sussex, la résidence du premier ministre. Encore une fois, la rencontre a duré près d'une heure.

Pendant les discussions, Stephen Harper était accompagné de son chef de cabinet, Guy Giorno, alors que Michael Ignatieff a fait appel à son conseiller et chef de cabinet adjoint, Ian Davey.

En matinée, soit avant les rencontres, Michael Ignatieff s'est dit «optimiste» quant au fait de pouvoir en arriver à une solution afin d'éviter des élections le 27 juillet. «Le premier ministre ne veut pas d'élections et je n'en veux pas», a-t-il dit au réseau CTV.

Il disait entre autres vouloir plus de détails sur les intentions du gouvernement cet automne en matière d'assurance-emploi. Le gouvernement Harper souhaite élargir le programme d'assurance-emploi aux travailleurs autonomes. De son côté, Michael Ignatieff souhaite rendre l'assurance-emploi plus accessible durant la récession.

Période de questions enflammée

Contrairement à la période de questions de lundi, qui avait été très calme malgré l'ultimatum lancé par le chef libéral, les esprits se sont échauffés hier. En l'absence de MM. Harper et Ignatieff, les députés se sont accusés de part et d'autre de mentir et de provoquer une crise parlementaire inutile.

Le président du Conseil du Trésor, Vic Toews, a mené la charge en affirmant que le renversement de son gouvernement vendredi arrêterait les chantiers d'infrastructure partout au pays, ce qui nuirait à la relance économique. «Des milliers de projets d'infrastructure n'iraient pas de l'avant pendant la saison de la construction. Il serait irresponsable de la part de l'opposition de défaire le gouvernement et ainsi de mettre en danger notre économie et des milliers d'emplois.»

Le gouvernement affirme avoir besoin des crédits budgétaires, qui seront votés vendredi, pour continuer à distribuer l'argent du plan de relance économique. Or, vérifications faites, les crédits budgétaires de vendredi ne sont pas cruciaux.

Selon les chiffres du Conseil du Trésor, sur les 22,7 milliards de dollars du plan de relance économique prévus cette année, seulement 1,6 milliard sera voté vendredi, lors des crédits budgétaires. Plus de 19 milliards de dollars ont déjà été approuvés par le Parlement. L'argent pour les infrastructures est donc largement disponible.

Les insinuations du gouvernement ont fait bondir les libéraux. «Les votes de cette semaine [aux Communes] ne posent aucun danger à la relance de l'économie. La seule menace à l'économie, c'est l'incapacité de ce gouvernement à distribuer l'argent pour lancer les projets et créer des emplois», a lancé Ralph Goodale.

Mais selon le ministre John Baird, responsable des infrastructures, des élections empêcheraient les annonces du gouvernement, ce qui retarderait les projets. «Les fonctionnaires n'approuvent pas de projets pendant des élections», a-t-il dit.

Du côté du Bloc québécois, on s'en est pris à l'affirmation de Stephen Harper sur l'assurance-emploi faite la veille en conférence de presse. Le premier ministre a ridiculisé l'idée des partis d'opposition de ramener le seuil d'éligibilité de l'assurance-emploi à 360 heures travaillées. Stephen Harper soutenait que de travailler à peine 45 jours pour obtenir 52 semaines de prestations est une idée «irresponsable».

«On nous ment effrontément», a lancé un Gilles Duceppe furieux. Selon lui, la proposition des partis d'opposition consiste à accorder 36 semaines de prestations, au maximum. «Comment le premier ministre peut-il demander de lui faire confiance quand il ment effrontément à la

population?»

Le député libéral Denis Coderre a quant à lui accusé le gouvernement de laisser les Canadiens sans travail «crever de faim» en refusant de modifier le régime d'assurance-emploi avant les vacances.

Alec Castonguay

Le Devoir, 17 juin 2009 - Une stratégie risquée

Le chef libéral Michael Ignatieff ne veut pas d'élection, mais il a pris le risque lundi d'assortir de conditions son appui au gouvernement. Ses «questions», comme il dit, n'avaient rien de bien contraignant. Générales à souhait, elles laissaient au premier ministre Stephen Harper une confortable marge de manoeuvre.

Le but n'était pas tant de coincer le premier ministre que de montrer que lui, Michael Ignatieff, était différent de son prédécesseur Stéphane Dion, que lui savait faire preuve d'un brin d'autorité face à son adversaire. Il semble avoir calculé qu'en lançant la balle dans le camp de Stephen Harper, il mettrait en évidence l'intransigeance du chef conservateur ou encore obtiendrait un quelconque compromis dont les libéraux pourraient prendre le crédit.

La tactique n'était pas bête, mais le calcul est risqué. C'était sans compter Stephen Harper. Bien qu'on ait vu les limites de ses talents de stratège l'automne dernier, l'homme a prouvé maintes fois qu'il est futé et sait exploiter la faiblesse de ses adversaires. Il a bien vu que le chef libéral ne voulait tellement pas d'une élection qu'il a passé sous silence sa demande des dernières semaines d'établir un seuil d'admissibilité uniforme de 360 heures pour avoir accès à l'assurance-emploi. Il s'est même dit prêt à siéger plus longtemps pour laisser au gouvernement le temps de répondre à ses questions. En fait, tout l'exposé de M. Ignatieff, lundi matin, était truffé de portes de sortie pour le premier ministre.

Stephen Harper a pris la plus petite, forçant Michael Ignatieff à ouvrir un peu plus toutes les autres. D'entrevue en entrevue, le chef libéral a passé la journée de lundi à afficher un peu plus son pragmatisme et sa flexibilité, à baisser la barre et à chercher les indices de progrès. On ne peut lui reprocher de prôner la coopération, la conciliation et le compromis. Ceci devrait être la norme lorsque le gouvernement est minoritaire. Le Parlement ne peut fonctionner autrement et c'est tout à l'honneur de M. Ignatieff de vouloir essayer. Ce n'est toutefois pas la tasse de thé de Stephen Harper, et le fait qu'il n'ait pas rencontré le chef de l'opposition officielle entre le budget de janvier et leur tête-à-tête d'hier le démontre.

**

On ne peut reprocher non plus à Michael Ignatieff de vouloir éviter une élection. En provoquer une à ce moment-ci relèverait de l'irresponsabilité et il le sait. Pourquoi alors ce cinéma? Simplement pour éviter les attaques néo-démocrates? Pour faire porter par d'autres le blâme d'une

élection estivale? Les questions posées par M. Ignatieff sur les infrastructures, le déficit, les isotopes médicaux et l'assurance-emploi n'ont rien de déraisonnable. Au contraire, elles s'imposent. Mais l'absence de réponses immédiates ne pourrait justifier de déclencher des élections vendredi.

Lundi soir, on était en droit de se dire qu'il aurait peut-être mieux valu pour le chef libéral de dire sans détour qu'il laisserait les conservateurs gouverner quelques mois de plus et d'expliquer pourquoi, entre autres qu'il serait contraire à l'intérêt public d'agir autrement. En se mettant au-dessus de la mêlée, il aurait paru plus solide qu'en tentant de se faire à la fois dur et conciliant pour ensuite reculer à petits pas.

Au bout du compte, cependant, Michael Ignatieff pourrait y trouver son profit. Reconnu pour ses instincts farouchement partisans, Stephen Harper a cédé bien des centimètres en rencontrant le chef libéral hier et non cet été, comme il l'avait d'abord offert, et de l'avoir fait deux fois plutôt qu'une. À croire qu'il a compris que claquer la porte ne ferait que renforcer l'image de matamore qui lui colle à la peau, et ce, sans même une seule publicité négative libérale.

Et il ne faut pas oublier qu'il revient au gouvernement de garder la confiance du Parlement, ce qui est plus facile quand prévaut la coopération. La refuser sans appel aurait pu donner le beau rôle à M. Ignatieff, élection ou pas. Par contre, accepter sa main tendue, même du bout des doigts, revient d'une certaine manière à lui donner raison.

Pour triste mémoire

En mars dernier, un juge de la Cour fédérale déclarait illégal le refus du gouvernement Harper de demander la clémence pour Ronald Smith, un Canadien condamné à mort pour deux meurtres commis au Montana. Au début de juin, un comité des Nations unies demandait au Canada de renouer avec sa politique traditionnelle d'opposition systématique à la peine de mort et d'abandonner l'approche du cas par cas adoptée par les conservateurs. Interrogé sur le sujet lundi, aux Communes, le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, a eu l'ahurissante réponse qui suit: «Dans le cas de M. Smith [...], le gouvernement sera assujéti à la décision des tribunaux, mais dans tous les autres cas, et je vais être très clair, la clémence n'est pas une obligation. LA CLÉMENCE DOIT NÉCESSAIREMENT SE MÉRITER.» (Je souligne.) Depuis quand un Canadien doit-il mériter le droit de rester en vie? L'opposition à la peine de mort est affaire de principe fondamental et non de politique à géométrie variable. Jamais les Canadiens n'ont, en portant les conservateurs au pouvoir, donné au gouvernement le pouvoir de décider qui méritait d'avoir la vie sauve ou d'être mis à mort. L'idée même est odieuse. C'est pourtant celle exprimée par le ministre.

Manon Cornellier

La Presse canadienne, 17 juin 2009 - Création et sauvegarde de 190 000 emplois : Le gouvernement est en voie d'atteindre son objectif

Le ministre des Finances Jim Flaherty a soutenu hier que le gouvernement était en voie d'atteindre l'objectif de «créer ou sauvegarder» 190 000 emplois qu'il s'était fixé dans son plan budgétaire de janvier dernier.

M. Flaherty affirme ainsi que les améliorations apportées à l'assurance-emploi -- notamment la prolongation du programme de travail à temps partagé -- ont permis à beaucoup d'ouvriers de conserver leur gagne-pain en dépit de la récession.

Il dit avoir employé la méthode de calcul de la Fédération canadienne des municipalités pour en arriver à ces conclusions encourageantes.

Le ministre a répété que l'idée d'abaisser à 360 heures le seuil d'admissibilité au régime d'assurance-emploi, comme le demandent les partis d'opposition, serait très coûteuse.

Il a ajouté qu'elle pourrait même retarder le retour du fédéral à l'équilibre budgétaire, après quatre ans de déficit «conjoncturel».

M. Flaherty se défend bien d'être mêlé aux tractations actuelles entre son chef Stephen Harper et celui des libéraux, Michael Ignatieff, qui tentent d'éviter un scrutin estival.

Ces propos pourraient cependant alimenter les discussions au sujet de l'assurance-emploi et de la situation financière du pays, qui figurent parmi les sujets sur lesquels M. Ignatieff souhaite avoir des réponses avant de décider s'il assure la survie du gouvernement ou non.